

[Voir cette newsletter dans votre navigateur](#)



À chaque édition de son infolettre, *Territoires en Commun* vous propose de découvrir une thématique d'inspiration autour des enjeux, expériences et bonnes pratiques en matière de participation citoyenne et de coopérations.

## Thématique de l'édition

### Démocratie et Travail

Parce qu'il est à la fois un moyen de socialisation, d'émancipation, d'action sur le monde et de rémunération, le travail occupe une place centrale dans la vie de chacun·e. C'est un espace dans lequel coexistent plusieurs enjeux et types de relations qui se retrouvent également dans la sphère politique : coopération entre les individus, gouvernance, prise de décisions individuelles et collectives, rapports hiérarchiques, conflits... C'est aussi l'espace le moins démocratique, où la prise de décision est souvent verticale.

La demande croissante de participation des citoyen·nes à l'action publique et le développement de nouveaux modes de gouvernance, tournés vers davantage d'horizontalité et de démocratie dans les organisations professionnelles amènent à s'interroger sur la nécessité de "démocratiser" le travail.

Découvrez l'intégralité des ressources sur [Territoires en Commun](#)



### Délibérer en politique, participer au travail : répondre à la crise démocratique

Aux yeux de beaucoup, la démocratie ne fonctionne pas de façon satisfaisante. Cela se traduit par une désaffection et, depuis quelques mois, par l'expression d'une colère. La société et les individus qui la composent ont profondément changé alors que le fonctionnement de nos institutions et le comportement de celle·ux qui les dirigent ont continué à fonctionner globalement de la même manière. Cela est tout autant frappant

dans l'entreprise : les décisions sont souvent prises sans que les personnes concernées se sentent véritablement impliquées. Ce rapport explore le parallèle entre les intermittences de la démocratie dans l'espace public et le manque de dialogue dans les entreprises et les organisations.

Découvrez le rapport

## Articles, projets démocratiques et expériences territoriales pour vous inspirer



### S'intéresser au sens du travail est aussi une aspiration démocratique

Refus des bullshits jobs, télétravail, réorientation des emplois face à la crise écologique... les salarié·es donneraient aujourd'hui la priorité au sens du travail. C'est en tout cas l'analyse de l'économiste Thomas Coutrot. Le management par les chiffres, qui a envahi le secteur privé comme public, se heurte aux aspirations des salarié·es d'aujourd'hui et dégrade leur santé mentale. Pire, la recherche de sens au travail est en totale contradiction avec les modes de gouvernance et d'organisation actuels.

En savoir plus

Revue française de gestion



### Mettre en oeuvre une gouvernance démocratique suite à une reprise en SCOP

La mise en lumière de coopératives comme Desjardins, Mondragon ou encore John Lewis a permis à un grand nombre d'acteurs de prendre conscience des réussites de ces entreprises. Quel est le processus qui conduit des salarié·es à racheter leur entreprise sous la forme d'une SCOP ? À quelle condition la transition vers une gouvernance démocratique peut-elle réussir ?

En savoir plus



## Hé Patron !

En s'appuyant sur les réflexions d'un groupe d'expert·es ayant cherché à comprendre pourquoi les processus décisionnels dans les entreprises n'étaient pas davantage démocratiques, la sociologue Isabelle Ferreras incite dans cette bande dessinée au développement de la démocratie dans le monde professionnel.

[En savoir plus](#)



## Les parcours Boussole : retrouver le sens du travail lorsqu'on a perdu son emploi

Les parcours Boussole sont constitués de groupes de chômeur·euses qui se réunissent chaque semaine pour s'entraider et rejoindre un travail qui fait sens. Ils permettent de questionner son rapport au travail, loin de l'injonction à l'intégration du marché de l'emploi, grâce à des outils (les étoiles, la Boussole, les cartes) et un imaginaire (des comptes, des images).

[En savoir plus](#)

## Le concept de l'édition : la co-décision

En parallèle de l'essor des initiatives de démocraties délibératives (conventions et assemblées citoyennes), la pratique de la co-décision, qui met élu·es, agent·es et citoyen·nes en position de discuter et décider ensemble des politiques locales, connaît en France des mises en œuvres par certaines collectivités territoriales pionnières (Poitiers, SMICVAL, Carpentras...).

Si l'idée de donner aux citoyen·nes le pouvoir de décider aux côtés de leurs représentant·es est attrayante, le concept de co-décision peut questionner. Les citoyen·nes peuvent-ils·elles vraiment participer à égalité avec des professionnel·les de la politique qui disposent de compétences qu'ils·elles n'ont pas (connaissance de l'administration, des dossiers et thématiques, capacités d'expression orale...) ? De quelle légitimité peuvent-ils et elles se prévaloir pour peser sur la décision autant que ceux et

celles qui ont été élus ? Si elles sont volontaires ou cooptées, y a-t-il un risque que certaines catégories de population acquièrent là un poids politique trop important ? Est-il légal d'ouvrir des espaces qui prétendent à la co-décision dans le système politico-juridique français qui n'autorise pas le mandat impératif (toute décision politique doit nécessairement être intermédiaire par les représentant·es politiques) ? Autrement dit, quelle équivalence et quel lien à la décision les démarches de co-décision sont-elles en mesure de garantir ?

En matière d'équivalence, [l'expérimentation démocratique du SMICVAL "Territoire Zéro Déchet et 100% citoyen"](#), portée en partenariat avec Démocratie Ouverte, a démontré que [la méthode de la gestion par consentement](#) permet une co-décision dans laquelle les citoyen·nes impliqué·es se sentent jouer un rôle actif et être entendu·es. Cette méthode permet de faire évoluer une proposition en levant les objections une par une jusqu'à ce que plus personne ne dise non (que tout le monde donne son consentement à la proposition). La séquence de co-décision de [cette expérimentation a fait l'objet d'une évaluation par une évaluatrice indépendante](#).

En matière de lien à la décision, sans pouvoir garantir d'automatisme entre la proposition sur laquelle aboutissent les délibérations mixtes (élu·e/agent·e/citoyen·ne) et la décision en instance exécutive (conseil municipal, départemental...), certaines initiatives optent pour un accompagnement juridique permettant de garantir la légalité pour l'administration autant que la confiance dans la procédure pour le·la citoyen·ne participant·e. C'est le cas de la Ville de Carpentras, qui a ouvert un droit d'amendement citoyen des affaires délibérées en conseil municipal. La délibération instaurant ce droit d'amendement est [consultable en ligne](#). Si le lien à la décision n'est pas automatique, mais repose juridiquement sur l'engagement moral des élu·es, la force de telles initiatives est de permettre l'exercice, et donc l'acculturation, à la citoyenneté dans son sens le plus fort, celui de la contribution directe aux décisions de la cité.

---

## Actualités des partenaires de Territoires en Commun



## Replay - A quoi (et à qui) la démocratie participative est-elle utile ?

Cette rencontre organisée le 29 janvier a notamment été l'occasion, pour Manon Loisel et Nicolas Rio, d'évoquer leur dernier ouvrage : "Pour en finir avec la démocratie participative". Pour celles et ceux qui n'ont pas pu s'y rendre, les deux auteurs organisent des webinaires de rattrapage. Le prochain se tiendra **le 7 février, de 13h30 à 14h30**.

Au programme : présentation rapide de l'ouvrage et questions-réponses.

## Gouvernement Ouvert : des engagements ambitieux à transformer en réformes concrètes

Démocratie Ouverte a obtenu la réadhésion de la France au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) pour 2024 et a contribué dans ce cadre à la co-construction d'un plan d'action national 2024-2026 pour la France. Parmi les engagements les plus ambitieux de ce plan d'action, celui sur la définition d'un cadre pour un statut du citoyen participant (indemnisation, congé citoyen, valorisation des compétences acquises) qui est une avancée historique, demandée par l'écosystème depuis une décennie.

[Revoir la rencontre](#)
[En savoir plus](#)


## REPC 2024 : Comment la participation peut-elle accompagner les transitions de demain ?

La 8e édition des Rencontres européennes de la participation se déroulera du 1er au 3 juillet 2024 à Toulouse et les 4 et 5 juillet 2024 à distance. Les inscriptions sont ouvertes et il est possible de bénéficier de réductions sous conditions. Un appel à contribution est également lancé afin d'enrichir le programme.

[Je contribue](#)


## Les Petites Villes de Demain engagées pour la vitalité démocratique

Du 11 mars au 9 avril 2024, le Club Petites villes de demain organise une nouvelle saison thématique intitulée « Petites villes de demain: Favoriser l'engagement citoyen dans la mise en œuvre des projets » avec l'appui de ses partenaires.

[En savoir plus](#)

## A vos agendas !

### **3 avril 2024 - Atelier participatif du 35e Congrès de l'Uniopss : "le dialogue social , levier de l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail" (Lyon)**

Au cours de cet atelier, seront présentés les résultats d'une expérimentation menée au bénéfice d'associations volontairement engagées. Celles-ci ont ainsi été invitées à initier de nouvelles pratiques de dialogue social. Illustrés par les témoignages des associations bénéficiaires de l'action, les échanges, lors de cet atelier, seront donc l'occasion de partager les enjeux actuels du dialogue social.

[En savoir plus](#)

### **Jeudi 16 mai : 2ème Congrès Français et Européen des Entreprises à Mission (Paris)**

A l'heure des 5 ans de la loi Pacte, la Communauté des Entreprises à Mission organise son 2ème Congrès Français et Européen. Au coeur de cet événement : des prises de parole de personnalités publiques, des témoignages et retours d'expérience démontrant la force transformative de la société à mission et l'approfondissement de thématiques majeures.

[En savoir plus](#)

### **Mardi 13 février, 11h30 : Comment mobiliser ses salariés autour de sa démarche RSE ? (webinaire)**

Venez découvrir comment mettre en place une RSE plus incarnée grâce à la mobilisation des salariés. Inscrivez-vous pour participer à la discussion, avoir accès au replay à tout moment et recevoir le guide en exclusivité !

[S'inscrire](#)

**Je suis une collectivité et je souhaite partager mes événements**  
Envoyez vos actualités à Territoires en Commun à cette adresse :

editorialisation@territoires-en-commun.fr

Des questions ou des commentaires ?

# TERRITOIRES EN COMMUN



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires



*Contenus en Creative Commons 2024 Territoires en commun. N'hésitez pas à partager !*

Notre adresse :

Vous voulez changer vos préférences de réception ?

Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désinscrire](#)